

demonstrating full collectibility of principal and interest on all accounts.”²

Five months after the 1984 financial statements of CCB were approved by the auditors for release, their post-audit letter of March 1, 1985 addressed to the President and Chief Executive Officer of the Bank contained further revelations about the problems of its U.S. operations. In their introductory remarks, the auditors said “we have discovered opportunities for improvement in certain of the Bank’s internal controls . . .”. According to the documents annexed to the post-audit letter, the criticisms outlined below which were raised by the auditors had been discussed with senior management and were presented as facts to the President.

“The accounting for the acquisition of Westlands materially affected the income of the Bank, and it was not reviewed in detail with the auditors with supporting working papers until year end . . . After lengthy discussions it was finally decided to adjust the accounting for the transaction so that the Bank’s income was reduced by approximately \$2.5 million.”

“control deficiencies in the confirmation process of the Inspector’s Department (of the Bank).”

“... two deficiencies were most often noted (in loan file documentation): non-current financial statements for borrowers and old collateral appraisals.”

“... inconsistencies amongst the various monthly reports with respect to loan quality ratings. In addition, the monthly board report contained many inconsistencies within the report itself.”

“... Bank reconciliations revealed many old, uncleared reconciling items along with unrecorded cash transactions.”

The foregoing citations from the external auditors’ memoranda to the Audit Committee and their post-audit letter to the President establish several facts. Firstly, CCB’s most significant loan exposure is in the energy and real estate sectors, a fact not inconsistent with the overconcentration of its portfolio assets in these two sectors. Secondly, CCB chose to deal with the problem accounts by interest capitalization, overvaluation of loan asset value, and equity participation in limited recourse work-out loans. The wisdom of and the extent to which these methods were used were questioned by the external auditors. Thirdly, CCB failed to provide adequate specific provisions with respect to several accounts which would have materially affected its financial position. Fourthly, CCB continued to accrue interest income on problem accounts where the auditors expressed some doubt about their collectability, especially in instances where capitalized interest combined with the remaining principal exceeded the value of the collateral security. Lastly, given their significant loan exposure in these two sectors, CCB was warned by the external

convient qu’il est plus difficile de démontrer que la totalité du capital et intérêts de tous les comptes sont recouvrables.³»

Cinq mois après que les vérificateurs eurent approuvé la publication des états financiers de 1984 de la BCC, leur lettre faisant suite à la vérification, datée du 1^{er} mars 1985, adressée au président et chef de la direction de la Banque, contenait d’autres révélations sur les difficultés de ses exploitations aux États-Unis. Dans leurs remarques d’ouverture, les vérificateurs disaient «avoir découvert des possibilités d’amélioration dans certains domaines de contrôle interne de la Banque . . .». Selon les documents annexés à cette lettre, les critiques qui avaient été soulevées par les vérificateurs et qui sont résumées ci-dessous avaient fait l’objet de discussions avec la haute direction et avaient été présentées comme des faits au président.

«La comptabilité ayant précédé l’acquisition de la Westlands a réellement affecté les revenus de la Banque et n’avait pas été revue en détail avec les vérificateurs au regard des pièces justificatives avant la fin de l’année . . . Après de longues discussions, on a finalement résolu d’ajuster la comptabilité en vue de la transaction de manière que les revenus de la Banque soient diminués d’environ 2,5 millions de dollars.»

«... manque de contrôle lors du processus de confirmation au sein du département de l’Inspecteur (de la Banque).»

«... deux faiblesses ont été relevées plus souvent que d’autres (dans les pièces justificatives au dossier du prêt): états financiers non actuels des emprunteurs et d’anciennes évaluations de garanties réelles.»

«... des inconsistances parmi les divers rapports mensuels touchant la cote de qualité des prêts. De plus, le rapport mensuel destiné au conseil contenait lui-même plusieurs inconsistances.»

«... les conciliations bancaires faisaient état de plusieurs vieux éléments de conciliation qui n’avaient pas été clarifiés ainsi que des opérations de caisse non inscrites.»

Ces citations tirées du memorandum des vérificateurs externes présenté au Comité de vérification et leur lettre de post-vérification adressée au président, permettent d’établir plusieurs faits. Premièrement, la plus grande vulnérabilité de la BCC au chapitre des prêts se trouve dans le secteur de l’énergie et de l’immobilier, situation qui n’est pas étrangère à la surconcentration de son portefeuille dans ces deux secteurs. Deuxièmement, la BCC a choisi de traiter les comptes à problème en capitalisant les intérêts, en surévaluant la valeur des actifs donnés en garantie du prêt et en acceptant une participation à l’avoir dans l’établissement de prêts à recours limités. Les vérificateurs ont mis en cause l’à-propos et la sagesse de ces méthodes. Troisièmement, la BCC n’a pu fournir de provisions suffisantes particulières pour plusieurs comptes, ce qui aurait pu modifier sa situation financière. Quatrièmement, la BCC a continué d’accumuler des revenus d’intérêts sur des comptes à problème alors même que les vérificateurs avaient exprimé certains doutes à savoir s’ils pourraient être recouverts, particulièrement dans des cas où la

² Canadian Commercial Bank, *Management’s Response to Auditors’ Memorandum for Discussion with Audit Committee*, - December 3, 1984.

³ *Ibid.*, pp. 2 à 6.